



Déclaration liminaire CSA 26 septembre 2023

Le mois d'août a atteint des températures caniculaires dans une majorité de régions. Comme l'année précédente, le risque de feux de forêt était maximal. Dans notre pays, heureusement la catastrophe de l'an dernier où des milliers d'hectares étaient partis en fumée ne s'est pas reproduite. Néanmoins, il faut reconnaître désormais que les politiques d'austérité menée des années durant à l'encontre des services publics du SDIS, de l'ONF sont une ineptie.

La rentrée s'est faite sous des températures qui pouvaient être 8 à 10 degrés au-dessus des normales saisonnières et faire cours dans certaines salles de classe a été compliqué dans cette première quinzaine. S'interroger sur la question du bâti scolaire c'est bien, mais il est temps de passer à l'étape suivante et de lancer avec les collectivités locales un plan ambitieux de rénovation de certains bâtiments scolaires qui, pour certains, sont de véritables passoires thermiques.

La rentrée scolaire a été l'occasion aussi, pour les media, de mettre le focus sur l'inflation et ses conséquences. Les fournitures scolaires ont subi une augmentation de 11% mettant de nombreuses familles en difficulté. Par ailleurs, la hausse des prix pour l'alimentation, à mettre en parallèle avec la difficulté de nombreuses associations pour répondre à l'afflux de bénéficiaires, pourrait resurgir sur le bien-être de nombreux et nombreuses élèves. Nul doute que les services sociaux de l'Éducation nationale vont être, dans certaines communes, fortement sollicités. Au-delà de ça, la situation sociale que connaissent certains ou certaines de nos élèves pose vraiment la question du droit pour tous et tous de suivre une scolarité en toute sérénité sur le plan matériel. C'est une question qui devient de plus en plus prégnante dans certaines écoles ou établissements et le manque chronique des personnels de service sociaux dans certaines académies ne sont pas de nature à aider correctement les élèves et leur famille.

La question de l'inflation renvoie bien sûr à la question salariale. Pour toutes les catégories de personnels, il y a eu incontestablement une baisse de pouvoir d'achat depuis plusieurs années et les revalorisations que vous proposez ne correspondent pas aux attentes des personnels. Par ailleurs, la majorité des revalorisations se font principalement sur forme indemnitaire. La CGT Educ'action a toujours été défavorable à des augmentations sous cette forme puisque les primes ne sont ni pérennes ni comptabilisées pour la retraite, non indexées sur l'inflation et renforce les inégalités Femmes/Hommes.

Quant au Pacte enseignant, c'est une revalorisation indemnitaire mais qui est, en outre, conditionnée à l'exercice de missions supplémentaires. Le tout, avec des distributions opérées dans une grande confusion. À priori, d'après les premières remontées, même partielles, le Pacte n'a pas connu un succès débordant ou en des termes « plus glamour », il n'a pas rencontré son public.

Le ministère serait bien parfois avisé d'écouter les organisations syndicales. En effet, nous avons alerté sur le fait que le temps de travail que fournissait une majorité de personnels enseignants était déjà conséquent et qu'accepter des missions supplémentaires pouvaient conduire certains ou certaines collègues à être en surcharge de travail et de perdre ainsi le plaisir d'enseigner.

Les collègues ont aussi bien conscience qu'il s'agit d'un dispositif les plaçant en concurrence au risque de dégrader les collectifs de travail mais aussi une pierre de plus à une politique salariale génératrice d'inégalité femmes/hommes. Il ne faut donc pas s'y tromper, leur peu d'appétit pour le pacte est aussi une réponse à la politique du gouvernement et au mépris qu'a constitué le passage en force de la réforme des retraites contre l'écrasante majorité des travailleurs et travailleuses.

Il est urgent de relancer les discussions sur la revalorisation inconditionnelle sans laquelle le travail sur l'attractivité ne pourra déboucher. Cela doit commencer par l'abandon du pacte et le transfert du budget qui lui est dédié à la revalorisation « socle ».

Pour la 2^{ème} année consécutive, de nombreux postes ne sont pas pourvus chez les personnels enseignants. À titre d'exemple, ce sont 782 postes qui restent non pourvus à Créteil et Versailles selon le ministère. En Guyane, seulement 30,2% des postes sont pourvus... Alors non, la promesse d'un ou une enseignante devant chaque classe ne sera pas tenue et le choc d'attractivité n'a de toute évidence pas eu lieu. De meilleures rémunérations est l'une des conditions indispensables pour attirer de nouveaux collègues. C'est vrai pour les personnels enseignants mais aussi pour les autres catégories de personnels. Tout le système scolaire est alors grippé

Malheureusement, on évoque essentiellement l'attractivité des personnels enseignants. Ce qui est mal pris par les autres catégories de personnels. Quant aux AESH, le ministère a annoncé des revalorisations pour cette rentrée mais, ces revalorisations ont été annoncées il y a 4 mois. L'absence d'un calendrier et des objectifs de discussions est donc, à juste titre, très mal vécue par ces catégories.

Les conditions de travail qui se dégradent et la perte de sens du métier sont aussi des raisons qui contribuent au manque d'attractivité. Dans les conditions de travail, la question de la mobilité ou devrait-on dire du manque de mobilité est aussi une question cruciale. Le bilan des LDG prévu à l'ordre du jour sera l'occasion de mettre en lumière tout le chemin qui reste à parcourir pour que le droit à la mobilité pour toutes et tous soit une réalité. Pour nous, cela commence par des créations de postes et le retour à un mouvement national reconcentré dans le second degré.

Les personnels ont également besoin de travailler sereinement, loin des injonctions contradictoires, des annonces qui se multiplient (souvent éloignées de la réalité de leur métier) y compris en dehors du ministère, des mesures à mettre en œuvre sans aucun cadre réglementaire, des discours empiétant sur leur liberté pédagogique et leur savoir-faire professionnel.

Un petit point sur Mayotte où la situation au fil des semaines est de plus en plus catastrophique et la population se sent abandonnée. Les personnels de l'Éducation sont particulièrement inquiets de cette situation qui aura un impact certain sur le bon fonctionnement des écoles, des établissements et des administrations. Jeudi, au moins 5 collèges et 2 lycées ont été fermés à cause de problèmes d'eau. Comment être sereins si les élèves et les personnels n'ont pas accès aux sanitaires et à de l'eau potable ?

Les émeutes de ce printemps nous ont rappelé combien la dégradation ou le manque de services publics peut être néfaste en particulier dans les quartiers populaires. Les réponses du gouvernement qui se sont appuyées davantage sur une posture autoritaire ne nous semble pas la bonne réponse. De même pour notre ministère, quand on prônait le rôle indispensable de l'École, le discours sur l'autorité, le retour de l'uniforme, là non plus, ne nous paraît pas adapté. En lien avec cette posture de pseudo autorité, nous rappelons que la lutte contre les phénomènes de harcèlement ne doit pas passer par l'impasse sécuritaire que symbolise une arrestation en plein milieu d'un cours mais bien par une présence en nombre des équipes pluriprofessionnelles.

Dans ces quartiers défavorisés, plus qu'ailleurs, il nous faut plus de services publics afin de renouer et retisser du lien entre toutes et tous.

Pour finir, la rentrée en lycée professionnel s'est faite avec un fort sentiment d'anxiété, en particulier pour les enseignants des filières définies comme « non insérantes ». Par ailleurs, le Pacte en LP constitue le bras armé de la réforme ce qui est inacceptable. Nous exigeons l'abandon de cette réforme et un bilan objectif de la TVP. La CGT Éduc'action continuera d'être aux côtés de ces personnels !